



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le XXX  
[...] (2014) XXX projet

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du XXX

**modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du Fonds européen de développement (FED)**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du XXX

**modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du Fonds européen de développement (FED)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 58/2003 du Conseil du 19 décembre 2002 portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires<sup>1</sup>, et notamment son article 6,

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union<sup>2</sup>, et notamment son article 56, paragraphe 1, et son article 62,

vu les instruments suivants:

- le règlement (UE) n° 375/2014 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 portant création du Corps volontaire européen d'aide humanitaire («initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne»)<sup>3</sup>;
- le règlement (UE) n° 231/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument d'aide de préadhésion (IAP II)<sup>4</sup>;
- le règlement (UE) n° 232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument européen de voisinage<sup>5</sup>;
- le règlement (UE) n° 233/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de financement de la coopération au développement pour la période 2014-2020<sup>6</sup>;
- le règlement (UE) n° 234/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers<sup>7</sup>;

considérant ce qui suit:

- (1) Compte tenu de l'étude de rentabilité concernant la délégation aux agences exécutives de certaines tâches relatives à la mise en œuvre de programmes de l'Union sur la

---

<sup>1</sup> JO L 11 du 16.1.2003, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.

<sup>3</sup> JO L 122 du 24.4.2014, p. 1.

<sup>4</sup> JO L 77 du 15.3.2014, p. 11.

<sup>5</sup> JO L 77 du 15.3.2014, p. 27.

<sup>6</sup> JO L 77 du 15.3.2014, p. 44.

<sup>7</sup> JO L 77 du 15.3.2014, p. 77.

période 2014-2020, la décision 2013/776/UE du 18 décembre 2013<sup>8</sup> a institué l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» (ci-après l'«Agence») jusqu'au 31 décembre 2024 et l'a chargée de réaliser les programmes et actions de l'Union suivants:

- Europe créative;
  - Erasmus +;
  - L'Europe pour les citoyens;
  - initiative des volontaires de l'aide de l'UE;
  - et les projets dans le domaine de l'enseignement supérieur qui relèvent des instruments de coopération extérieure.
- (2) Conformément à l'article 6, paragraphe 3, du règlement n° 58/2003, la Commission a défini les conditions, critères, paramètres et modalités qu'une agence exécutive doit respecter dans la mise en œuvre des programmes Europe créative, Erasmus + et L'Europe pour les citoyens, dans un acte de délégation, à savoir la décision C(2013) 9189 de la Commission, du 18 décembre 2013, portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture comprenant, notamment, l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations FED.
- (3) Compte tenu de l'adoption du programme de l'Union en ce qui concerne l'initiative des volontaires de l'aide de l'UE, il est nécessaire de compléter la décision C(2013) 9189 de la Commission en définissant les conditions, critères, paramètres et modalités que l'Agence doit respecter dans la mise en œuvre de certains volets du nouveau programme des volontaires de l'aide de l'UE.
- (4) Dans le domaine de la jeunesse, il est nécessaire de reformuler les actions déléguées à l'Agence afin de soutenir le réseau Eurydice dans ce secteur. La formulation de certaines autres tâches a été revue pour assurer la cohérence avec la nomenclature Erasmus +.
- (5) Les annexes I à VI de la décision C(2013) 9189 de la Commission énumèrent: a) les volets de programmes de l'Union dont la gestion est déléguée à l'Agence; b) les lignes budgétaires dont les crédits correspondent à ces volets de programmes et que l'agence est chargée d'exécuter en qualité d'ordonnateur délégué; et c) les tâches déléguées à l'Agence.
- (6) Il convient donc d'insérer une nouvelle annexe à la décision C(2013) 9189 de la Commission, précitée, afin d'y inclure les tâches déléguées dans le cadre du programme des volontaires de l'aide de l'UE, ainsi que d'ajouter la ligne budgétaire correspondante à l'annexe V. Les annexes doivent être renumérotées en conséquence.
- (7) En outre, les projets relevant du programme Erasmus + seront également soutenus par les instruments de coopération extérieure suivants: l'instrument d'aide de préadhésion (IAP II), l'instrument de voisinage (IEV), l'instrument de coopération au développement (ICD) et l'instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers (IP).

---

<sup>8</sup> JO L 343 du 19.12.2013, p. 46.

- (8) Il est dès lors nécessaire de modifier l'annexe V afin d'y inclure les lignes budgétaires correspondant à ces instruments.
- (9) Dans un souci de clarté, il est approprié de remplacer l'ensemble des annexes par le texte figurant à l'annexe de la présente décision.
- (10) Afin de garantir une mise en œuvre cohérente en temps utile des programmes concernés, il convient de s'assurer que l'Agence s'acquitte de ses missions liées à la mise en œuvre de ces programmes, sous réserve de l'entrée en vigueur du programme des volontaires de l'aide de l'UE et des instruments de coopération extérieure et à compter de leur date d'entrée en vigueur,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

#### *Article premier*

La décision C(2013) 9189 de la Commission est modifiée comme suit:

1. L'article 4 est remplacé par le texte suivant:

«1. L'Agence est chargée de réaliser les parties des programmes et les tâches correspondantes indiquées aux annexes I à IV pour les nouveaux programmes et à l'annexe VII pour le reliquat. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent sous réserve de l'entrée en vigueur et à partir de la date d'entrée en vigueur de chacun de ces programmes.

2. L'Agence agit en son nom propre aux fins des tâches qui lui sont confiées.

3. Aux fins du paragraphe 1, l'Agence est responsable de l'exécution des crédits opérationnels correspondants inscrits au budget général de l'Union et de la partie des crédits du Fonds européen de développement pour les éléments des instruments de coopération extérieure délégués à l'Agence.

4. Pour les crédits opérationnels inscrits au budget général de l'Union, les lignes budgétaires concernées pour l'année 2014 sont spécifiées à l'annexe VI. Pour les années suivantes, les lignes sont définies chaque année dans les règles internes.

Les crédits du Fonds européen de développement (FED) correspondant aux parties de programmes déléguées à l'Agence sont établis dans les décisions visées à l'annexe VI. Les éventuels crédits supplémentaires alloués par le FED à ces parties de programmes seront établis dans des décisions de financement spécifiques.

5. Le directeur de l'Agence accomplit les tâches déléguées à l'Agence en exécutant les crédits opérationnels correspondants, par gestion directe, en tant qu'ordonnateur délégué.»

2. À l'article premier, paragraphe 2, et à l'article 9, les références à l'annexe I et aux annexes I à IV s'entendent comme des références aux annexes I à V.

3. Les annexes I à VI de la décision C(2013) 9189 sont remplacées par le texte en annexe de la présente décision.

#### *Article 2*

L'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le

*Par la Commission*  
*Androulla Vassiliou*  
*Membre de la Commission*

**FR**

**ANNEXE I**

<p><b><u>Description des parties du programme et des tâches déléguées à l'Agence dans le cadre du programme «Erasmus +»</u></b></p>
---

**1. PARTIES DU PROGRAMME QUI SONT DELEGUEES**

En ce qui concerne les actions et activités visées aux articles 7 à 10, 13 à 16 et 22 du règlement établissant «Erasmus +» (le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport)<sup>1</sup>, l'Agence participe à la mise en œuvre et à la gestion des actions et mesures suivantes, y compris, le cas échéant, des actions couvrant simultanément plusieurs chapitres.

**SECTION 1 ÉDUCATION ET FORMATION (CHAPITRE II)**

**2. DANS LE CADRE DE LA MOBILITE DES INDIVIDUS A DES FINS D'APPRENTISSAGE (ARTICLE 7):**

- masters conjoints (partiellement financés par des instruments de politique extérieure);
- masters et doctorats communs institués dans le cadre du programme Erasmus Mundus II (partiellement financés par des instruments de politique extérieure);
- soutien linguistique en ligne.

**3. DANS LE CADRE DE LA COOPERATION EN MATIERE D'INNOVATION ET D'ECHANGE DE BONNES PRATIQUES (ARTICLE 8):**

1. Les partenariats stratégiques [article 8, paragraphe 1, point a)], et notamment:
  - l'assurance des écoles.
2. Les partenariats entre le monde du travail et les établissements d'enseignement et de formation, sous la forme:

---

<sup>1</sup> Règlement (UE) n° 1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant «Erasmus +»: le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport et abrogeant les décisions n° 1719/2006/CE, n° 1720/2006/CE et n° 1298/2008/CE, JO L 347 du 20.12.2013, p. 50 (ci-après dénommé «programme Erasmus +»).

## ANNEXES 1 à 7

- d'alliances de la connaissance, notamment entre les établissements d'enseignement supérieur et le monde du travail [article 8, paragraphe 1, point b), premier tiret];
  - d'alliances sectorielles pour les compétences entre les organismes d'éducation et de formation et le monde du travail [article 8, paragraphe 1, point b), deuxième tiret].
3. Les plateformes de support informatique couvrant tous les secteurs de l'éducation et de la formation, et en particulier les jumelages électroniques (eTwinning), permettent l'apprentissage par les pairs, la mobilité virtuelle, les échanges de bonnes pratiques et l'accès des participants de pays voisins [article 8, paragraphe 1, point c)], et notamment:
- les services d'assistance centralisés (eTwinning);
  - les bureaux d'assistance nationaux eTwinning et les agences partenaires de soutien (plateforme pour la coopération entre écoles);
  - les services d'assistance centralisés (EPALE);
  - les centres d'assistance nationaux EPALE (plateforme électronique pour l'éducation et la formation des adultes en Europe);
  - d'autres plateformes web et plateformes de diffusion.
4. Les partenariats internationaux entre établissements d'enseignement supérieur de l'Union et de pays partenaires (article 8, paragraphe 2), et notamment:
- le renforcement des capacités de l'enseignement supérieur international, avec les pays partenaires (financé par des instruments de politique extérieure);
- le réseau de bureaux nationaux Erasmus + (*National Erasmus+ Offices*, NEO).

#### **4. SOUTIEN A LA REFORME DES POLITIQUES (ARTICLE 9):**

5. Une partie des activités relatives à la mise en œuvre du programme de mesures de l'Union en matière d'éducation et de formation dans le contexte de la méthode ouverte de coordination (MOC), ainsi que des processus de Bologne et de Copenhague [article 9, paragraphe 1, point a)], et notamment:
- les connaissances dans les domaines de l'éducation et de la formation, par le biais d'enquêtes et d'études;
  - les initiatives de prospective (éducation et formation).
6. Une partie de la mise en œuvre, dans les pays participants, des outils de transparence et de reconnaissance de l'Union, et le soutien aux réseaux

## ANNEXES 1 à 7

implantés à l'échelle de l'Union et aux organisations non gouvernementales (ONG) européennes intervenant dans les domaines de l'éducation et de la formation [article 9, paragraphe 1, point b)], et notamment:

- les points de coordination nationaux du cadre européen des certifications (CEC);
- le système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS);
- l'initiative en faveur de la mise en œuvre de réformes dans l'EEES/le soutien au processus de Bologne;
- le réseau d'experts de la réforme de l'enseignement supérieur (HERE, directement par les NEO);
- le réseau d'experts de la réforme de l'enseignement supérieur (HERE, marché de services);
- la charte Erasmus +;
- les coordinateurs nationaux pour la mise en œuvre de l'agenda européen dans le domaine de l'éducation et de la formation des adultes;
- les outils qui seront élaborés dans le contexte de l'espace européen des compétences et des certifications;
- la coopération avec la société civile: l'éducation et la formation;
- l'appel lancé aux autorités nationales concernant les apprentissages.

7. Les réseaux suivants [article 9, paragraphe 1, point d)]:

- les centres nationaux d'information sur la reconnaissance des diplômes (NARIC);
- le réseau Eurydice;
- le réseau Euroguidance;
- les centres nationaux Europass;
- une partie de la gestion de l'unité européenne de ReferNet (date de début, après 2014, à fixer par le comité de direction).

8. Une partie des activités entreprises pour encourager le dialogue politique avec les pays partenaires et les organisations internationales (article 9, paragraphe 2).

**5. PROGRAMME JEAN MONNET (ARTICLE 10):**

9. Promouvoir l'enseignement et la recherche sur l'intégration européenne parmi les spécialistes universitaires, les apprenants et les citoyens,



## ANNEXES 1 à 7

notamment par la création de chaires Jean Monnet et d'autres activités universitaires, ainsi que par une aide à d'autres activités de renforcement des connaissances dans les établissements d'enseignement supérieur [article 10, point a)].

10. Soutenir les activités d'établissements universitaires ou d'associations œuvrant dans le domaine des études sur l'intégration européenne et soutenir un label d'excellence Jean Monnet [article 10, point b)].
11. Soutenir les établissements suivants, qui poursuivent un objectif d'intérêt européen [article 10, point c)]:
  - (a) l'Institut universitaire européen de Florence;
  - (b) le Collège d'Europe (campus de Bruges et de Natolin);
  - (c) l'Institut européen d'administration publique (EIPA) de Maastricht;
  - (d) l'Académie de droit européen (ERA) de Trèves;
  - (e) l'Agence européenne pour le développement de l'éducation pour les élèves à besoin spécifique d'Odense;
  - (f) le Centre international de formation européenne (CIFE) de Nice.
12. Promouvoir le débat politique et les échanges entre le monde universitaire et les décideurs concernant les priorités stratégiques de l'Union [article 10, point d)].

## **SECTION 2. JEUNESSE (CHAPITRE III)**

### **6. MOBILITE DES INDIVIDUS A DES FINS D'APPRENTISSAGE (ARTICLE 13):**

13. une partie de la mobilité des jeunes dans le cadre d'activités d'éducation non formelle et informelle entre les pays participants; cette mobilité peut prendre la forme d'échanges de jeunes et d'activités de bénévolat dans le cadre du service volontaire européen, ainsi que d'actions innovantes visant la capitalisation des acquis de la mobilité, et notamment (partiellement financée par des instruments de coopération internationale):
  - l'assurance pour le service volontaire européen;
  - les projets de service volontaire européen à grande échelle (Jeunesse).

### **7. DANS LE CADRE DE LA COOPERATION EN MATIERE D'INNOVATION ET D'ECHANGE DE BONNES PRATIQUES (ARTICLE 14):**

- les projets de renforcement des capacités dans le domaine de la jeunesse, qui encouragent la coopération avec les pays partenaires, y compris des projets financés par des instruments de coopération

internationale et axés sur la coopération avec les pays candidats et les pays voisins.

**8. LE SOUTIEN A LA REFORME DES POLITIQUES COMPREND LES ACTIVITES CONCERNANT (ARTICLE 15):**

14. une partie de la mise en œuvre du programme de mesures de l'Union dans le domaine de la jeunesse, à l'aide de la MOC, et notamment:
  - les études visant à améliorer la connaissance du secteur de la jeunesse;
15. une partie du soutien aux réseaux implantés à l'échelle de l'Union et aux ONG européennes intervenant dans le domaine de la jeunesse, et notamment:
  - la coopération avec la société civile (Jeunesse);
  - le soutien au réseau Eurydice dans le domaine de la jeunesse;
16. une partie du dialogue politique avec les acteurs européens concernés et du dialogue structuré avec les jeunes, et notamment:
  - le dialogue structuré (Jeunesse);
  - les initiatives de prospective (Jeunesse);
17. une partie des activités liées au réseau Eurodesk, et notamment:
  - Eurodesk: Brussels-link.

**SECTION 3. SPORT (CHAPITRE IV)**

18. Le soutien à des partenariats.
19. Le soutien aux manifestations sportives européennes à but non lucratif associant plusieurs pays participants.
20. Une partie du soutien apporté au renforcement des données disponibles pour l'élaboration de politiques, y compris:
  - la mise à disposition d'une partie des études visant à améliorer la connaissance du secteur du sport.

**SECTION 4. COMMUNICATION ET DIFFUSION (ARTICLE 22):**

- 9. UNE PARTIE DE LA DIFFUSION D'INFORMATIONS, DE LA PUBLICITE ET DU SUIVI CONCERNANT TOUTES LES ACTIONS ET ACTIVITES BENEFICIANT D'UN SOUTIEN AU TITRE DU PROGRAMME, CONFORMEMENT AU PROTOCOLE D'ACCORD ADOPTE PAR LE COMITE DE DIRECTION EN ACCORD AVEC LA DIRECTION GENERALE DE TUTELLE, Y COMPRIS:**
- la gestion du contenu de la plateforme de diffusion pour les actions déléguées;
  - l'aide à la Commission pour la sélection des meilleures pratiques.

## 10. TÂCHES DÉLÉGUÉES

En vertu des pouvoirs délégués par la Commission et dans le cadre du programme de travail annuel correspondant adopté par la Commission, l'Agence effectue les tâches de mise en œuvre suivantes:

- (g) gérer tout ou partie des phases de la mise en œuvre du programme et des étapes du cycle des projets et des subventions de fonctionnement dans le cadre des parties de programmes déléguées. À ce titre, elle est responsable de la surveillance des projets et des subventions de fonctionnement, des contrôles et procédures de recouvrement nécessaires<sup>2</sup>, et des actes d'exécution budgétaire couvrant les recettes et les dépenses au sens du règlement financier, et en particulier:
  - (1) octroyer des subventions et gérer les conventions ou décisions y afférentes, y compris les opérations nécessaires pour lancer et conclure des procédures d'octroi de subventions<sup>3</sup>;
  - (2) conclure des procédures de passation de marchés publics et gérer les contrats y afférents, y compris les opérations nécessaires pour lancer et conclure des procédures de passation de marchés publics<sup>4</sup>;
- (h) apporter un soutien à la mise en œuvre du programme, notamment pour:
  - (1) la collecte, le traitement et la diffusion de données, tout en assurant l'interface avec les systèmes informatiques pertinents de la Commission, et notamment la compilation, l'analyse et la

<sup>2</sup> Y compris en réalisant des audits ex post.

<sup>3</sup> Préparation et publication des appels à propositions prévus dans les programmes de travail, élaboration de documents d'information à l'usage des bénéficiaires potentiels, préparation de l'évaluation des propositions, et notamment sélection des experts évaluateurs, réception et contrôle de l'admissibilité des propositions, vérification sur la base des critères d'exclusion, évaluation des propositions, adoption des décisions d'attribution pour lesquelles la base légale n'exige pas le contrôle des États membres ou l'exercice, par la Commission, de ses compétences d'exécution conformément au règlement (UE) n° 182/2011, information des demandeurs rejetés et retenus, préparation des conventions et décisions de subvention sur la base des modèles types établis par la Commission, signature des conventions et décisions de subvention dans le respect des conditions définies dans la présente décision, suivi de l'exécution des conventions et décisions de subvention, et notamment acceptation des rapports et autres éléments à livrer, paiements et recouvrements de créances sur le budget de l'Union, publicité ex post normale et diffusion des résultats, application de sanctions au sens de l'article 131, paragraphe 5, du règlement financier en accord avec les directions générales de tutelle.

<sup>4</sup> Publicité ex ante et ex post, préparation des documents d'appel d'offres, tels que les cahiers des charges et les modèles de contrats préparés sur la base des modèles établis par la Commission, évaluation des demandes de participation et des offres, signature des contrats conformément aux conditions de la présente décision, annulation ou abandon de la procédure si nécessaire, contrôle de l'exécution des contrats, et notamment acceptation des rapports et autres éléments à livrer, paiements et recouvrements, application de sanctions au sens de l'article 109 du règlement financier en accord avec les directions générales de tutelle.

transmission à la Commission de toutes les informations requises pour diriger la réalisation et le contrôle du programme et promouvoir la coordination avec d'autres programmes de l'Union, avec les États membres ou avec les organisations internationales; et notamment la collecte, le traitement et l'actualisation des données sur les actions bénéficiant d'un soutien financier en vue de répondre aux demandes d'informations émanant de la Commission, et la collecte, le traitement, l'actualisation et l'apport d'un soutien opérationnel à l'outil de diffusion de la Commission utilisé pour les actions gérées par l'Agence;

- (2) la valorisation des résultats des projets relevant des programmes par les actions et moyens d'exploitation et de diffusion appropriés, conformément au protocole d'accord adopté par le comité de direction en accord avec les directions générales de tutelle, y compris, en ce qui concerne le programme Erasmus +, en choisissant chaque année les meilleurs projets et pratiques parmi les projets sélectionnés et retenus et en aidant la Commission à sélectionner des projets d'excellence;
- (3) en ce qui concerne les réseaux et les organismes prévus par les parties de programmes déléguées à l'Agence [NARIC, Euroguidance, Europass, EURODESK, points de coordination nationaux pour le cadre européen des certifications (CEC), etc.]: la gestion des subventions accordées aux unités nationales de ces réseaux et organismes, ainsi que la coordination desdits réseaux et organismes, conformément au protocole d'accord adopté par le comité de direction en accord avec les directions générales de tutelle;
- (4) la réalisation d'études par le biais de marchés publics, conformément au protocole d'accord adopté par le comité de direction en accord avec les directions générales de tutelle;
- (5) la contribution à l'évaluation de l'incidence du programme, et le suivi des retombées concrètes des mesures sur le secteur;
- (6) la gestion et l'animation d'un réseau concernant notamment le public cible (bénéficiaires, projets, acteurs);
- (7) l'organisation de réunions, de séminaires ou d'événements (en ligne et hors ligne); l'organisation de formations et de réunions d'experts;
- (8) la production de recueils et l'analyse de projets sélectionnés et de leurs résultats; la réalisation d'études et d'évaluations, notamment l'évaluation annuelle et/ou l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du programme, et la contribution à des travaux de préparation et de mise en œuvre des actions de suivi faisant suite à ces évaluations;

## ANNEXES 1 à 7

- (9) l'élaboration, à l'intention de la Commission, de recommandations relatives à l'exécution du programme et à son évolution ultérieure;
  - (10) la planification et la mise en œuvre d'actions d'information, parmi lesquelles les actions d'information sur les possibilités de financement;
  - (11) la production de données globales de contrôle et de supervision;
  - (12) la participation aux travaux préparatoires aux programmes de travail et aux décisions de financement;
  - (13) la garantie et la surveillance de la visibilité de l'action de l'Union et de la Commission européenne;
  - (14) la fourniture et le soutien d'outils, d'infrastructures et de services informatiques propres aux besoins de l'Agence, en coopération avec les services de la Commission.
  - (15) la fourniture de la structure de soutien opérationnel pour le régime d'assurance applicable au service volontaire européen, pour les volontaires dans le cadre du programme Erasmus + (action dans le secteur de la jeunesse);
- (i) assurer les tâches spécifiques gérées par l'unité de l'EACEA responsable de l'appui aux politiques en matière d'éducation et de jeunesse, en lien avec le réseau Eurydice:
- (1) la collecte, le traitement, l'actualisation et la diffusion d'informations et de données sur les systèmes et politiques en matière d'éducation et de jeunesse en Europe;
  - (2) la coordination, la production et la diffusion d'études sur les systèmes et politiques en matière d'éducation et de jeunesse en Europe: articles, synthèses, analyses thématiques, fiches informatives nationales, bibliographies, glossaires etc.;
  - (3) l'élaboration et la diffusion de statistiques et d'indicateurs qualitatifs dans les domaines de l'éducation et de la jeunesse;
  - (4) la conception, le développement et la gestion de bases de données comme Eurypedia, d'outils informatiques (programmes, logiciels) et de sites informatiques (Internet, intranet et extranet), y compris l'animation de forums de discussion;
  - (5) l'animation et la coordination du réseau Eurydice, y compris l'élaboration de procédures et le soutien aux unités nationales du réseau;
  - (6) la promotion et la valorisation du réseau et de ses travaux, et notamment:

## ANNEXES 1 à 7

- (7) les activités de promotion;
- (8) la réalisation d'enquêtes visant à identifier les besoins des groupes cibles du réseau ou à améliorer les produits du réseau;
- (9) la coordination et le soutien des actions nationales de valorisation du réseau et de ses travaux;
- (10) l'amélioration de la diffusion des travaux du réseau;
- (11) les réponses aux demandes d'informations émanant de la Commission, des unités nationales du réseau et de l'extérieur (par courrier, télécopieur, courriel ou téléphone);
- (12) la fourniture à la Commission d'informations de qualité sur les réformes récentes liées aux priorités de la stratégie Europe 2020 en matière d'éducation, de formation et de jeunesse;
- (13) l'élaboration des documents nécessaires aux travaux du réseau et de son unité européenne (vadémécums, guides, manuels d'utilisation, questionnaires, formulaires) et la diffusion de ces documents auprès des personnes concernées;
- (14) la coopération avec les entités nationales, européennes et internationales compétentes dans les domaines de l'éducation et de la jeunesse (les services des États membres et des pays tiers, l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Conseil de l'Europe, le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, la Fondation européenne pour la formation, Eurostat, le Center for Research on Lifelong Learning, Eurolib, European Schoolnet, structures Erasmus +, etc.) ainsi que la participation aux travaux de ces entités.

**ANNEXE II**

**Description des parties du programme déléguées à l'Agence dans le cadre du programme «Europe créative»**

**11. PARTIES DU PROGRAMME QUI SONT DELEGUEES (LES TACHES ACCOMPLIES SONT PRESENTEES EN ANNEXE V)**

En ce qui concerne les actions visées aux articles 10, 13, 15, 16 et 19 du règlement établissant le programme «Europe créative»<sup>5</sup>, l'Agence participe à la mise en œuvre et à la gestion des actions et mesures suivantes:

**SECTION 1. LE VOLET TRANSSECTORIEL (CHAPITRE IV):**

- A. Expérimentation de nouvelles stratégies commerciales transsectorielles en matière de financement, de diffusion et de commercialisation d'œuvres [article 15, paragraphe 1, point d)].
- B. Soutien aux bureaux Europe créative dans l'exécution de leurs tâches [article 15, paragraphe 1, point f), et article 16].

**SECTION 2. SOUS-PROGRAMME CULTURE (CHAPITRE III):**

- A. Projets de coopération transnationale réunissant des organisations culturelles et créatives de différents pays pour la réalisation d'activités sectorielles ou transsectorielles [article 13, paragraphe 1, point a)].
- B. Activités des réseaux européens d'organisations culturelles et créatives de différents pays [article 13, paragraphe 1, point b)].
- C. Activités d'organismes ayant une vocation européenne qui favorisent le développement des talents émergents et stimulent la mobilité transnationale des acteurs de la culture et de la création et la circulation des œuvres, susceptibles d'influencer largement les secteurs culturel et créatif et d'avoir des effets durables [article 13, paragraphe 1, point c)].
- D. Traduction littéraire et promotion accrue [article 13, paragraphe 1, point d)].

**SECTION 3. SOUS-PROGRAMME MEDIA (CHAPITRE II):**

- A. L'élaboration d'une gamme complète de mesures de formation favorisant l'acquisition et le renforcement des aptitudes et des compétences par les professionnels de l'audiovisuel, les initiatives de partage de connaissances et de mise en réseau, y compris l'intégration des technologies numériques [article 10, point a)].

---

<sup>5</sup> Règlement (UE) n° 1295/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant le programme «Europe créative» (2014 à 2020) et abrogeant les décisions n° 1718/2006/CE, n° 1855/2006/CE et n° 1041/2009/CE, JO L 347 du 20.12.2013, p. 221 à 237.



## ANNEXES 1 à 7

- B. La conception d'œuvres audiovisuelles européennes, notamment cinématographiques et télévisuelles, telles que les fictions, les documentaires, les films pour enfants et les films d'animation, ainsi que les œuvres interactives comme les jeux vidéo et multimédias qui présentent un meilleur potentiel de diffusion internationale [article 10, point b)].
- C. Les activités destinées à soutenir les sociétés de production audiovisuelle européennes, en particulier les sociétés indépendantes, en vue de faciliter les coproductions européennes et internationales d'œuvres audiovisuelles, y compris d'œuvres télévisuelles [article 10, point c)].
- D. Les activités aidant les partenaires coproducteurs européens et internationaux à se rencontrer ou à fournir un soutien indirect aux œuvres audiovisuelles coproduites en soutenant les fonds de coproduction internationaux établis dans un pays participant au programme [article 10, point d)].
- E. La facilitation de l'accès aux manifestations commerciales professionnelles et aux marchés audiovisuels, et de l'utilisation d'outils commerciaux en ligne, au sein et en dehors de l'Union [article 10, point e)].
- F. La mise en place de systèmes de soutien à la distribution de films européens non nationaux par l'intermédiaire de la distribution cinématographique et sur toutes les autres plateformes, ainsi qu'aux activités commerciales internationales, notamment le sous-titrage, le doublage et l'audiodescription d'œuvres audiovisuelles [article 10, point f)].
- G. La facilitation de la circulation des films européens dans le monde entier et des films internationaux dans l'Union, sur toutes les plateformes de distribution via des projets de coopération internationale dans le secteur de l'audiovisuel [article 10, point g)].
- H. La création d'un réseau d'exploitants européens programmant une part significative de films européens non nationaux [article 10, point h)].
- I. Les initiatives visant à présenter et à promouvoir des œuvres audiovisuelles européennes éclectiques, y compris des courts métrages, tels que des festivals et autres manifestations promotionnelles [article 10, point i)].
- J. Les activités visant à promouvoir la culture cinématographique et à accroître la connaissance et l'intérêt du public pour les œuvres audiovisuelles européennes, y compris le patrimoine audiovisuel et cinématographique, en particulier parmi les jeunes publics [article 10, point j)].
- K. Les actions innovantes visant à expérimenter de nouveaux modèles et outils commerciaux dans des domaines pouvant être influencés par l'introduction et l'utilisation des technologies numériques [article 10, point k)].

### **SECTION 4. COMMUNICATION ET DIFFUSION (ARTICLE 19):**

- A. Fourniture aux pays participant au programme d'informations relatives aux projets ou aux subventions de fonctionnement qui ont bénéficié du financement de l'Union, par la transmission des décisions de sélection dans un délai de deux semaines après leur adoption (article 19, paragraphe 1).

## ANNEXES 1 à 7

- B. Diffusion des informations pertinentes aux bureaux Europe créative (article 19, paragraphe 3).

**ANNEXE III**

**Description des parties du programme déléguées à l'Agence dans le cadre du  
programme «L'Europe pour les citoyens»**

**PARTIES DU PROGRAMME QUI SONT DELEGUEES (LES TACHES ACCOMPLIES SONT  
PRESENTEES EN ANNEXE V)**

En ce qui concerne les actions prévues à l'article 3 et à l'annexe du règlement établissant le programme «L'Europe pour les citoyens» pour la période 2014-2020<sup>6</sup>, l'Agence participe à la mise en œuvre et à la gestion des actions et mesures suivantes, prévues à l'article 3, paragraphes 1 et 2:

**SECTION 1. ACTIONS RELEVANT DES DEUX VOLETS**

- A. «Travail de mémoire européen»;
- B. «Engagement démocratique et participation civique».

**SECTION 2. PARTIE DES ACTIONS TRANSVERSALES DE VALORISATION PREVUES A  
L'ARTICLE 3, PARAGRAPHE 1, CONFORMEMENT AU PROTOCOLE D'ACCORD  
ADOPTÉ PAR LE COMITÉ DE DIRECTION EN ACCORD AVEC LA DIRECTION  
GÉNÉRALE DE TUTELLE.**

---

<sup>6</sup> Règlement (UE) n ° 390/2014 du Conseil du 14 avril 2014 établissant le programme «L'Europe pour les citoyens» pour la période 2014-2020, JO L 115 du 17.4.2014, p. 3.

**ANNEXE IV**

**Description des parties du programme déléguées à l'Agence dans le cadre de l'initiative des volontaires de l'aide de l'UE**

**PARTIES DE L'INITIATIVE QUI SONT DELEGUEES (LES TACHES ACCOMPLIES SONT PRESENTEES EN ANNEXE V)**

En ce qui concerne les actions visées aux articles 8 à 17 du règlement portant création du Corps volontaire européen d'aide humanitaire<sup>7</sup>, l'Agence participe à la mise en œuvre et à la gestion des actions et mesures suivantes:

- A. Soutien à la mise à jour de normes et de procédures relatives aux candidats volontaires et aux volontaires de l'aide de l'UE (article 9).
- B. Élaboration et soutien à la mise à jour d'un dispositif de certification pour les organisations d'envoi et d'accueil, et appui technique aux organisations d'envoi (article 10).
- C. Identification et sélection des candidats volontaires (article 11).
- D. Mise en place d'un programme de formation et soutien pour des stages de formation et d'apprentissage (article 12).
- E. Déploiement de volontaires de l'aide de l'UE dans des pays tiers pour des actions et opérations d'aide humanitaire (article 14), y compris un régime d'assurance applicable aux volontaires de l'aide de l'UE.
- F. Renforcement de la capacité des organisations d'accueil (article 15).

---

<sup>7</sup> Règlement (UE) n° 375/2014 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 portant création du Corps volontaire européen d'aide humanitaire («initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne»).

**ANNEXE V**

**Description des tâches déléguées à l'Agence dans le cadre des parties de programmes déléguées énumérées aux annexes II à IV**

En vertu des pouvoirs délégués par la Commission et dans le cadre du programme de travail annuel correspondant adopté par la Commission, l'Agence effectue les tâches de mise en œuvre suivantes:

- (a) gérer tout ou partie des phases de la mise en œuvre des programmes et des étapes du cycle des projets et des subventions de fonctionnement dans le cadre des parties de programmes déléguées. À ce titre, elle est responsable de la surveillance des projets et des subventions de fonctionnement, des contrôles et procédures de recouvrement nécessaires<sup>8</sup>, et des actes d'exécution budgétaire couvrant les recettes et les dépenses au sens du règlement financier, et en particulier:
  - (15) octroyer des subventions et gérer les conventions ou décisions y afférentes, y compris les opérations nécessaires pour lancer et conclure des procédures d'octroi de subventions<sup>9</sup>;
  - (16) conclure des procédures de passation de marchés publics et gérer les contrats y afférents, y compris les opérations nécessaires pour lancer et conclure des procédures de passation de marchés publics<sup>10</sup>;
- (b) apporter un soutien à la mise en œuvre du programme, notamment pour:
  - (17) la collecte, le traitement et la diffusion de données et notamment la compilation, l'analyse et la transmission à la Commission de toutes les informations requises pour diriger la réalisation et le contrôle du programme et promouvoir la coordination avec d'autres programmes de l'Union, avec les États membres ou avec les organisations internationales; et notamment la collecte, le traitement et l'actualisation

<sup>8</sup> Y compris en réalisant des audits ex post.

<sup>9</sup> Préparation et publication des appels à propositions prévus dans les programmes de travail, élaboration de documents d'information à l'usage des bénéficiaires potentiels, préparation de l'évaluation des propositions, et notamment sélection des experts évaluateurs, réception et contrôle de l'admissibilité des propositions, vérification sur la base des critères d'exclusion, évaluation des propositions, adoption des décisions d'attribution pour lesquelles la base légale n'exige pas le contrôle des États membres ou l'exercice, par la Commission, de ses compétences d'exécution conformément au règlement (UE) n° 182/2011, information des demandeurs rejetés et retenus, préparation des conventions et décisions de subvention sur la base des modèles types établis par la Commission, signature des conventions et décisions de subvention dans le respect des conditions définies dans la présente décision, suivi de l'exécution des conventions et décisions de subvention, et notamment acceptation des rapports et autres éléments à livrer, paiements et recouvrements de créances sur le budget de l'Union, publicité ex post normale et diffusion des résultats, application de sanctions au sens de l'article 131, paragraphe 5, du règlement financier en accord avec les directions générales de tutelle.

<sup>10</sup> Publicité ex ante et ex post, préparation des documents d'appel d'offres, tels que les cahiers des charges et les modèles de contrats préparés sur la base des modèles établis par la Commission, évaluation des demandes de participation et des offres, signature des contrats conformément aux conditions de la présente décision, annulation ou abandon de la procédure si nécessaire, contrôle de l'exécution des contrats, et notamment acceptation des rapports et autres éléments à livrer, paiements et recouvrements, application de sanctions au sens de l'article 109 du règlement financier en accord avec les directions générales de tutelle.

## ANNEXES 1 à 7

des données sur les actions bénéficiant d'un soutien financier en vue de répondre aux demandes d'informations émanant de la Commission, et la collecte, le traitement, l'actualisation et l'apport d'un soutien opérationnel à l'outil de diffusion de la Commission utilisé pour les actions gérées par l'Agence;

- (18) la valorisation des résultats des projets relevant des programmes par les actions et moyens d'exploitation et de diffusion appropriés, conformément aux modalités de coopération arrêtées par le comité de direction en accord avec les directions générales de tutelle;
- (19) en ce qui concerne les réseaux et les organismes prévus par les parties de programmes déléguées à l'Agence: la gestion des subventions accordées aux unités nationales de ces réseaux et organismes, ainsi que la coordination desdits réseaux et organismes, conformément au protocole d'accord adopté par le comité de direction en accord avec les directions générales de tutelle;
- (20) la réalisation d'études par le biais de marchés publics, conformément au protocole d'accord adopté par le comité de direction en accord avec les directions générales de tutelle;
- (21) la contribution à l'évaluation de l'incidence du programme, et le suivi des retombées concrètes des mesures sur le secteur;
- (22) la gestion et l'animation d'un réseau concernant notamment le public cible (bénéficiaires, projets, acteurs);
- (23) l'organisation de réunions, de séminaires ou d'événements (en ligne et hors ligne); l'organisation de formations et de réunions d'experts;
- (24) la production de recueils et l'analyse de projets sélectionnés et de leurs résultats; la réalisation d'études et d'évaluations, notamment l'évaluation annuelle et/ou l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du programme, et la contribution à des travaux de préparation et de mise en œuvre des actions de suivi faisant suite à ces évaluations;
- (25) l'élaboration, à l'intention de la Commission, de recommandations relatives à l'exécution du programme et à son évolution ultérieure;
- (26) la planification et la mise en œuvre d'actions d'information, parmi lesquelles les actions d'information sur les possibilités de financement;
- (27) la production de données globales de contrôle et de supervision;
- (28) la participation aux travaux préparatoires aux programmes de travail et aux décisions de financement;
- (29) la garantie et la surveillance de la visibilité de l'action de l'Union et de la Commission européenne;

## ANNEXES 1 à 7

- (30) la fourniture et le soutien d'outils, d'infrastructures et de services informatiques propres aux besoins de l'Agence, en coopération avec les services de la Commission.

**ANNEXE VI**

<b>Lignes budgétaires et dotations du FED pour 2014 dont une partie des crédits correspondants aux tâches confiées à l'Agence sera exécutée par celle-ci</b>	
<b>Erasmus +</b>	
15 02 01 01	Promouvoir l'excellence et la coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation en Europe, et son adéquation par rapport au marché du travail
15 02 01 02	Promouvoir l'excellence et la coopération dans le domaine de la jeunesse en Europe, et la participation des jeunes à la vie démocratique en Europe
15 02 02	Développer dans le monde entier l'excellence des activités d'enseignement et de recherche en matière d'intégration européenne (programme Jean Monnet)
15 02 03	Développer la dimension européenne du sport
19 05 20	Erasmus + — Contribution de l'instrument de partenariat (IP)
21 02 20	Erasmus + — Contribution des instruments de coopération au développement (ICD)
21 03 20	Erasmus + — Contribution de l'instrument européen de voisinage (IEV)
22 02 04 02	Contribution à Erasmus + (IAP II)
<b>Europe créative</b>	
15 04 01	Renforcer la capacité financière des secteurs de la culture et de la création, en particulier des PME et organisations
15 04 02	Sous-programme Culture — Soutenir les actions en faveur des secteurs de la culture et de la création pour opérer dans l'Union et au-delà et pour encourager la circulation et la mobilité transnationales
15 04 03	Sous-programme MEDIA — Soutenir les actions en faveur des secteurs de la culture et de la création pour opérer dans l'Union et au-delà et pour encourager la circulation et la mobilité transnationales
<b>L'Europe pour les citoyens</b>	
16 02 01	L'Europe pour les citoyens — Conforter la mémoire et renforcer la capacité de participation civique au niveau de l'Union
<b>Volontaires de l'aide de l'UE</b>	
23 04 01	Volontaires de l'aide de l'UE — Renforcer la capacité de l'Union à répondre aux crises humanitaires

**DOTATIONS DU FED**

- La dotation relevant de l'enveloppe financière intra-ACP du 9<sup>e</sup> FED prévue par la décision C(2006) 7117 de la Commission, du mardi 9 janvier 2007, approuvant le programme «Erasmus Mundus – fenêtre ACP» en faveur du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à financer sur les ressources du 9<sup>e</sup> Fonds européen de développement;
- La dotation relevant de l'enveloppe financière intra-ACP du 9<sup>e</sup> FED prévue par la décision C(2007) 6617 de la Commission, du vendredi 21 décembre 2007,



## ANNEXES 1 à 7

approuvant le programme «Erasmus Mundus – fenêtre ACP» en faveur du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à financer sur les ressources du 9<sup>e</sup> Fonds européen de développement;

- la dotation relevant de l'enveloppe financière intra-ACP du 10<sup>e</sup> FED prévue par la décision C(2009) 9268 de la Commission, du 30 novembre 2009, approuvant le programme «Erasmus Mundus – fenêtre ACP» en faveur du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à financer sur les ressources du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement;
- la dotation relevant de l'enveloppe financière intra-ACP du 10<sup>e</sup> FED prévue par la décision C(2010) 7243 de la Commission, du 22 décembre 2010, approuvant le «programme de mobilité intra-ACP» en faveur du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), à financer sur les ressources du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement;
- la dotation relevant de l'enveloppe financière intra-ACP du 10<sup>e</sup> FED prévue par la décision C(2012) 8392 de la Commission du 16 novembre 2012 relative au programme d'action annuel 2012 en faveur de la coopération intra-ACP, approuvant le programme «Erasmus Mundus – fenêtre ACP» en faveur du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à financer sur les ressources du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

**ANNEXE VII****Description des parties des programmes et des tâches déléguées à l'Agence dans le cadre du reliquat des programmes****12. PARTIES DU PROGRAMME QUI SONT DELEGUEES**

L'Agence participe à la mise en œuvre et à la gestion du reliquat des actions et projets suivants:

1. en ce qui concerne les actions prévues à l'annexe du programme d'encouragement au développement et à la distribution des œuvres audiovisuelles européennes (Media II – Développement et distribution) (décision 95/563/CE du Conseil<sup>11</sup>):
  - 1.1: actions dans le secteur du développement: clôture des projets sélectionnés par la Commission au titre des années 1996 à 2000<sup>12</sup>;
  - 1.2: actions dans le secteur de la distribution et de la diffusion: clôture des projets sélectionnés par la Commission au titre des années 1996 à 2000<sup>13</sup>;
2. en ce qui concerne les actions prévues à l'annexe du programme de formation pour les professionnels de l'industrie européenne des programmes audiovisuels (Media II – Formation) (décision 95/564/CE du Conseil<sup>14</sup>):
  - 2.1: formation à la gestion économique et commerciale: clôture des projets sélectionnés par la Commission au titre des années 1996 à 2000<sup>15</sup>;
  - 2.2: formation aux nouvelles technologies: clôture des projets sélectionnés par la Commission au titre des années 1996 à 2000<sup>16</sup>;
3. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 3 et à l'annexe de la deuxième phase du programme d'action communautaire en matière d'éducation «Socrates» (décision n° 253/2000/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>17</sup>):
  - Action 1: «Comenius»: enseignement scolaire;

<sup>11</sup> JO L 321 du 30.12.1995, p. 25.

<sup>12</sup> Les tâches déléguées à l'Agence au titre de ces actions sont les tâches énumérées aux points 10 à 12 de la section 2.I de la présente annexe et, en particulier, les ordres de recouvrement.

<sup>13</sup> Les tâches déléguées à l'Agence au titre de ces actions sont les tâches énumérées aux points 10 à 12 de la section 2.I de la présente annexe et, en particulier, les ordres de recouvrement.

<sup>14</sup> JO L 321 du 30.12.1995, p. 33.

<sup>15</sup> Les tâches déléguées à l'Agence au titre de ces actions sont les tâches énumérées aux points 10 à 12 de la section 2.I de la présente annexe et, en particulier, les ordres de recouvrement.

<sup>16</sup> Les tâches déléguées à l'Agence au titre de ces actions sont les tâches énumérées aux points 10 à 12 de la section 2.I de la présente annexe et, en particulier, les ordres de recouvrement.

<sup>17</sup> JO L 28 du 3.2.2000, p. 1.

- Action 1.2: formation initiale et continue du personnel participant à l'enseignement scolaire: projets de coopération multilatérale [points 2 d), e), f) et g)];
  - Action 1.3: réseaux ayant trait aux partenariats scolaires et à la formation du personnel participant à l'enseignement;
  - Action 2: «Erasmus»: enseignement supérieur:
    - gestion et suivi des chartes universitaires Erasmus;
    - Action 2.1: coopération interuniversitaire européenne;
    - Action 2.3: réseaux thématiques;
  - Action 3: «Grundtvig»: éducation des adultes et autres parcours éducatifs; actions 3.2 [mentionnées sous les points a) à g) et i)] et 3.3;
  - Action 4: «Lingua»: enseignement et apprentissage des langues;
  - Action 5: «Minerva»: enseignement ouvert et à distance: technologie de l'information et des communications dans le domaine de l'éducation;
  - Action 7: actions conjointes;
4. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 3 et à la section II de l'annexe I de la deuxième phase du programme d'action communautaire en matière de formation professionnelle «Leonardo da Vinci» (décision 1999/382/CE du Conseil<sup>18</sup>):
- mesure 2: projets pilotes:
    - actions thématiques (procédure C);
  - mesure 5: soutien à des actions visant l'élaboration, la mise à jour et la diffusion d'outils de référence (procédure C);
  - mesure 6: actions conjointes;
5. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 3 et à l'annexe du programme d'action communautaire «Jeunesse» (décision n° 1031/2000/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>19</sup>):
- Action 1: Jeunesse pour l'Europe:
    - Action 1.1: échanges intracommunautaires de jeunes;
    - Action 1.2: échanges de jeunes avec des pays tiers;

<sup>18</sup> JO L 146 du 11.6.1999, p. 33.

<sup>19</sup> JO L 117 du 18.5.2000, p. 1.

- Action 2: service volontaire européen:
    - Action 2.1: service volontaire européen intracommunautaire;
    - Action 2.2: service volontaire européen avec des pays tiers;
  - Action 4: actions conjointes: clôture des projets sélectionnés par la Commission au titre des années 2002, 2003 et 2004<sup>20</sup>;
  - Action 5: mesures d'accompagnement:
    - Action 5.1: formation et coopération des acteurs de la politique de la jeunesse;
6. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 2 et à l'annexe I du programme «Culture 2000» (décision n° 508/2000/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>21</sup>):
- 6.1: actions spécifiques, novatrices et/ou expérimentales;
  - 6.2: actions intégrées au sein d'accords de coopération culturelle transnationale, structurés et pluriannuels;
7. les projets relevant de la «fenêtre de coopération extérieure Erasmus Mundus» et financés par les dispositions relatives à la fourniture d'une assistance aux États partenaires d'Europe orientale et d'Asie centrale (règlement n° 99/2000 du Conseil<sup>22</sup>);
8. les projets dans le domaine de l'enseignement supérieur (Erasmus Mundus) financés par les dispositions relatives à l'aide à l'Albanie, à la Bosnie-Herzégovine, à la Croatie, à l'ancienne République yougoslave de Macédoine, au Monténégro, à la Serbie et au Kosovo<sup>23</sup> [règlement (CE) n° 2666/2000 du Conseil<sup>24</sup>];
9. en ce qui concerne les actions prévues à l'annexe de la décision portant adoption de la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) (décision 1999/311/CE du Conseil<sup>25</sup>):
- projets européens communs;
  - mesures structurelles et/ou complémentaires;
  - bourses individuelles;

<sup>20</sup> Les tâches déléguées à l'Agence au titre de cette action sont les tâches énumérées aux points 10 à 14 de la section 2.I de la présente annexe.

<sup>21</sup> JO L 63 du 10.3.2000, p. 1.

<sup>22</sup> JO L 12 du 18.1.2000, p. 1.

<sup>23</sup> Conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, de 1999.

<sup>24</sup> JO L 306 du 7.12.2000, p. 1.

<sup>25</sup> JO L 120 du 8.5.1999, p. 30.

- dans le cadre des «actions d'accompagnement», le soutien aux bureaux nationaux Tempus;
10. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 5 et à l'annexe de l'accord entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels (décision 2001/196/CE du Conseil<sup>26</sup>):
- Action 1: projets de consortiums communs Communauté européenne – États-Unis d'Amérique;
  - Action 2: programme Fulbright/Union européenne;
  - Action 3: activités complémentaires;
11. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 5 et à l'annexe de l'accord entre la Communauté européenne et le gouvernement du Canada renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation (décision 2001/197/CE du Conseil<sup>27</sup>):
- Action 1: projets de consortiums communs CE/Canada;
  - Action 2: activités complémentaires;
12. en ce qui concerne les actions prévues aux articles 3 et 4 ainsi qu'à l'annexe du programme d'encouragement au développement des œuvres audiovisuelles européennes (MEDIA Plus – Développement, Distribution et Promotion) (décision 2000/821/CE du Conseil<sup>28</sup>):
- 12.1: actions dans le secteur du développement des œuvres audiovisuelles;
  - 12.2: actions dans le secteur de la distribution et de la diffusion;
  - 12.3: actions dans le secteur de la promotion;
  - 12.4: actions dans le cadre des projets pilotes;
  - 12.5: participation à la gestion de projets au titre de l'initiative «i2i audiovisuel»;
13. en ce qui concerne les actions prévues à l'annexe du programme de formation pour les professionnels de l'industrie européenne des programmes audiovisuels (MEDIA-Formation) (décision n° 163/2001/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>29</sup>):
- 13.1: formation aux nouvelles technologies;

<sup>26</sup> JO L 71 du 13.3.2001, p. 7.

<sup>27</sup> JO L 71 du 13.3.2001, p. 15.

<sup>28</sup> JO L 336 du 30.12.2000, p. 82.

<sup>29</sup> JO L 26 du 27.1.2001, p. 1.

- 13.2: formation à la gestion économique, financière et commerciale;
  - 13.3: techniques d'écriture de scénario;
  - 13.4: réseaux d'activités de formation;
  - 13.5: activités de formation professionnelle initiale;
14. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 3 et à l'annexe du programme pluriannuel pour l'intégration efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes d'éducation et de formation en Europe («apprendre en ligne») (décision n° 2318/2003/CE du Parlement européen et du Conseil)<sup>30</sup>:
- ligne d'action 1: promotion de la culture numérique;
  - ligne d'action 2: campus virtuels européens;
  - ligne d'action 4: actions transversales et suivi de l'apprentissage en ligne du plan d'action e-Learning;
  - participation à la gestion de la clôture de projets au titre de l'action préparatoire e-Learning;
15. en ce qui concerne les activités prévues à l'annexe (points 2.1.2 et 2.1.3) du programme d'action communautaire pour la promotion de la citoyenneté européenne active (participation civique) (décision 2004/100/CE du Conseil<sup>31</sup>):
- partie 2: programme de travail permanent d'une entité poursuivant un but d'intérêt général européen dans le domaine de la citoyenneté européenne ou un objectif qui s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Union européenne dans ce domaine;
  - partie 3:
- (c) actions dans le domaine de la citoyenneté européenne, réalisées notamment par les organisations non gouvernementales, les associations et fédérations d'intérêt européen ou les organisations syndicales interprofessionnelles;
  - (d) actions en faveur des jumelages de villes engagées à l'initiative des municipalités, collectivités et organismes locaux et régionaux, et des administrations locales et régionales ainsi que de leurs organisations;
16. en ce qui concerne les activités prévues à l'article 1<sup>er</sup> et à l'annexe du programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs

<sup>30</sup> JO L 345 du 31.12.2003, p. 9.

<sup>31</sup> JO L 30 du 4.2.2004, p. 6.

au niveau européen dans le domaine de la jeunesse (décision n° 790/2004/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>32</sup>):

- partie 2: soutien aux activités permanentes d'organismes poursuivant un but d'intérêt général européen dans le domaine de la jeunesse ou un objectif qui s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Union européenne dans ce domaine;

17. en ce qui concerne les activités prévues à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, et à l'annexe du programme pour la promotion des organismes actifs au niveau européen et le soutien d'activités ponctuelles dans le domaine de l'éducation et de la formation (décision n° 791/2004/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>33</sup>):

- Action 2: soutien à des associations européennes dans le domaine de l'éducation ou de la formation;
- Action 3A: soutien à des activités dans le domaine de l'enseignement supérieur concernant l'intégration européenne, et notamment à des chaires Jean Monnet;

18. en ce qui concerne les activités prévues à l'annexe I (points 2.2 et 2.3) du programme pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la culture (décision n° 792/2004/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>34</sup>):

- partie 2: activités permanentes d'autres organismes poursuivant un but d'intérêt général européen dans le domaine de la culture ou un objectif qui s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Union européenne dans ce domaine;
- partie 3: actions visant à protéger et à commémorer les principaux sites et archives ayant un lien avec les déportations, que symbolisent les mémoriaux érigés sur les sites des anciens camps et autres lieux de martyre et d'extermination à grande échelle de civils, ainsi qu'à conserver le souvenir des victimes sur ces sites;

19. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 4 et à l'annexe du programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus Mundus) (décision n° 2317/2003/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>35</sup>):

- Action 1: masters Erasmus Mundus;
- Action 2: bourses d'études;

<sup>32</sup> JO L 138 du 30.4.2004, p. 24.

<sup>33</sup> JO L 138 du 30.4.2004, p. 31.

<sup>34</sup> JO L 138 du 30.4.2004, p. 40.

<sup>35</sup> JO L 345 du 31.12.2003, p. 1.

- Action 3: partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur de pays tiers;
  - Action 4: rendre l'enseignement supérieur européen plus attractif;
20. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 5 et à l'annexe de l'accord entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels (décision 2006/910/CE du Conseil<sup>36</sup>):
- Action 1: projets de consortiums communs Communauté européenne – États-Unis;
  - Action 2: projets de mobilité (suivi) privilégiant l'excellence;
  - Action 3: mesures axées sur les politiques;
21. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 5 et à l'annexe de l'accord entre la Communauté européenne et le gouvernement du Canada établissant un cadre de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse (décision 2006/964/CE du Conseil<sup>37</sup>):
- 1: action concernant l'enseignement supérieur et la formation;
  - 2: action concernant la jeunesse;
  - 3: actions complémentaires:
    - 3.1: activités complémentaires;
    - 3.2: aide financière aux mesures axées sur les politiques faisant intervenir des organismes des secteurs de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse;
    - 3.3: mobilité des professionnels;
22. en ce qui concerne les actions prévues par le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (décision n° 1720/2006/CE du Parlement et du Conseil<sup>38</sup>):
- programme Comenius (article 18, paragraphe 1):
    - a) projets multilatéraux;
    - b) réseaux multilatéraux;
    - c) mesures d'accompagnement;

<sup>36</sup> JO L 346 du 9.12.2006, p. 33.

<sup>37</sup> JO L 397 du 30.12.2006, p. 14.

<sup>38</sup> JO L 327 du 24.11.2006, p. 45.



- programme Erasmus (article 22, paragraphe 1):
  - a) gestion et suivi des chartes universitaires Erasmus;
  - b) projets multilatéraux;
  - c) réseaux thématiques Erasmus;
  - d) mesures d'accompagnement;
- programme Leonardo da Vinci (article 26, paragraphe 1):
  - a) projets multilatéraux visant à améliorer les systèmes de formation en mettant l'accent sur la mise au point d'innovations et de bonnes pratiques;
  - b) réseaux thématiques d'experts et d'organisations;
  - c) mesures d'accompagnement;
- programme Grundtvig (article 30, paragraphe 1):
  - a) projets multilatéraux visant à améliorer les systèmes d'éducation des adultes par la mise au point et le transfert d'innovation et de bonnes pratiques;
  - b) réseaux Grundtvig;
  - c) mesures d'accompagnement;
- programme transversal (article 33):
  - 1. coopération et innovation politiques:
    - a) projets multilatéraux;
    - b) réseaux multilatéraux;
    - c) observation et analyse des politiques et des systèmes en matière d'éducation et de formation:
      - i) études et recherches;
      - ii) élaboration d'indicateurs et d'enquêtes statistiques;
      - iii) soutien aux unités nationales du réseau Eurydice et gestion de l'unité européenne de ce réseau;
    - d) action visant à soutenir la transparence et la reconnaissance des qualifications et des compétences, information et orientation concernant la mobilité à des fins d'apprentissage, et coopération en matière d'assurance de la qualité;

- i) réseau «Euroguidance» et centres nationaux d'information sur la reconnaissance académique des diplômes (NARIC);
- ii) activités relevant de l'initiative Europass, conformément à la décision n° 2241/2004/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>39</sup>;
- e) mesures d'accompagnement;
- 2. apprentissage des langues:
  - a) projets multilatéraux;
  - b) réseaux multilatéraux;
  - c) mesures d'accompagnement;
- 3. TIC:
  - a) projets multilatéraux;
  - b) réseaux multilatéraux;
  - c) autres actions destinées à améliorer la politique et les pratiques en matière d'apprentissage tout au long de la vie;
- 4. diffusion et exploitation des résultats:
  - a) projets multilatéraux;
- programme Jean Monnet (article 36):
  - 1. l'action Jean Monnet:
    - a) projets unilatéraux et nationaux:
      - i) chaires, centres d'excellence et modules d'enseignement Jean Monnet;
      - ii) associations de professeurs, d'enseignants et de chercheurs;
      - iii) octroi d'une aide à de jeunes chercheurs se spécialisant dans des études sur l'intégration européenne;

<sup>39</sup>

Les tâches déléguées à l'Agence au titre de cette action sont, d'une part, la gestion des subventions de fonctionnement accordées en application de l'article 16 et de l'annexe VIII de la décision n° 2241/2004/CE aux Centres nationaux Europass (CNE) visés à l'article 11 de cette décision et, d'autre part, le suivi du réseau européen des CNE visé au même article, conformément aux dispositions prévues à la section 2.III.4 de la présente annexe.

- iv) activités d'information et de recherche sur la Communauté européenne;
  - b) projets et réseaux multilatéraux;
  - 3. subventions de fonctionnement aux associations et établissements européens agissant dans le domaine de l'éducation et de la formation;
  - annexe B.2: outre les réseaux et les centres cités ci-dessus (NARIC, Eurydice, Euroguidance et les centres nationaux Europass), les bureaux d'assistance nationaux eTwinning;
23. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 4 et au point I de l'annexe du programme «Culture» (2007-2013) (décision n° 1855/2006/CE du Parlement et du Conseil<sup>40</sup>):
- partie 1: soutien à des actions culturelles:
    - 1.1: projets de coopération pluriannuelle;
    - 1.2: actions de coopération;
    - dans le cadre de la partie 1.3 «actions spéciales»: soutien aux festivals culturels européens et aux programmes de coopération avec les pays tiers;
  - partie 2: soutien à des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la culture;
  - partie 3: soutien à des travaux d'analyse, à la collecte et à la diffusion des informations ainsi qu'à l'optimisation de l'impact des projets dans le domaine de la coopération culturelle;
24. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 3 et au point I de l'annexe du programme «L'Europe pour les citoyens» visant à promouvoir la citoyenneté européenne active (décision n° 1904/2006/CE du Parlement et du Conseil<sup>41</sup>):
- Action 1: Citoyens pour l'Europe:
    - 1.1: jumelage de villes, à l'exception du soutien structurel direct accordé pour les années 2007, 2008 et 2009 au Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE);
    - 1.2: projets citoyens et mesures de soutien;
  - Action 2: Une société civile en Europe:

<sup>40</sup> JO L 372 du 27.12.2006, p. 1.

<sup>41</sup> JO L 378 du 27.12.2006, p. 32.

- 2.1: soutien structurel aux organismes de recherche et de réflexion sur les politiques publiques européennes, à l'exception du soutien structurel direct accordé pour les années 2007, 2008 et 2009 au Groupement d'études et de recherches Notre Europe et à l'*Institut für Europäische Politik*;
  - 2.2: soutien structurel aux organisations de la société civile au niveau européen, à l'exception du soutien structurel direct accordé pour les années 2007, 2008 et 2009 à la Plate-forme des ONG européennes du secteur social, au Mouvement européen et au Conseil européen sur les réfugiés et les exilés;
  - 2.3: soutien aux projets lancés par des organisations de la société civile;
  - Action 3: Tous ensemble pour l'Europe:
    - 3.2: études;
    - 3.3: outils d'information et de diffusion;
  - Action 4: Une mémoire européenne;
25. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 4 et à l'annexe du programme «Jeunesse en action» (décision n° 1719/2006/CE du Parlement et du Conseil<sup>42</sup>):
- Action 1: Jeunesse pour l'Europe:
    - 1.1: échanges de jeunes;
    - 1.3: projets de démocratie participative;
    - dans le cadre des «mesures structurantes pour l'action 1»<sup>43</sup>: projets pilotes sur la mise en réseau thématique;
  - Action 2: service volontaire européen;
  - Action 3: Jeunesse dans le monde:
    - 3.1: coopération avec les pays voisins de l'Union;
    - 3.2: coopération avec d'autres pays;
  - Action 4: systèmes d'appui à la jeunesse:
    - 4.1: soutien aux organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse;

<sup>42</sup> JO L 327 du 24.11.2006, p. 30.

<sup>43</sup> Voir Guide 2007 du programme Jeunesse en Action 2007-2013: ([http://ec.europa.eu/youth/index\\_en.html](http://ec.europa.eu/youth/index_en.html), p. 54)

- 4.3: formation et mise en réseau des personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse;
  - 4.4: projets pour stimuler l'innovation et la qualité;
  - 4.5: actions d'information destinées aux jeunes et aux personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse;
  - 4.6: partenariats;
  - 4.7: soutien aux structures du programme suivantes: le réseau EURODESK, la plateforme euro-méditerranéenne de la jeunesse et les associations de jeunes volontaires européens;
  - Action 5: soutien à la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse:
    - 5.1: rencontres de jeunes et de responsables politiques dans le domaine de la jeunesse;
    - 5.2: soutien aux activités visant à améliorer la compréhension et la connaissance du domaine de la jeunesse;
26. en ce qui concerne les actions visées aux articles 3, 4, 5, 6, 7 et 12 ainsi qu'à l'annexe du programme de soutien au secteur audiovisuel européen (MEDIA 2007) (décision n° 1718/2006/CE du Parlement et du Conseil<sup>44</sup>):
- I.1: actions relatives à l'acquisition et au perfectionnement de compétences dans le domaine audiovisuel;
  - I.2: actions dans le secteur du développement;
  - I.3: actions dans le secteur de la distribution et de la diffusion;
  - I.4: actions dans le secteur de la promotion;
  - I.5: actions relatives aux projets pilotes;
  - II.2.2: bureaux d'information MEDIA et antennes MEDIA;
27. en ce qui concerne les actions prévues à l'article 4, paragraphe 1, et à l'annexe du programme d'action Erasmus Mundus 2009-2013, destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle (décision n° 1298/2008/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>45</sup>):
- Action 1: programmes communs Erasmus Mundus;

<sup>44</sup> JO L 327 du 24.11.2006, p. 12.

<sup>45</sup> JO L 340 du 19.12.2008, p. 83.

- Action 3: promotion de l'enseignement supérieur européen, à l'exception de l'association des étudiants et des anciens étudiants Erasmus Mundus;
28. en ce qui concerne les actions prévues aux articles 5 à 7 et à l'annexe du programme de coopération audiovisuelle avec les professionnels des pays tiers (MEDIA Mundus) (2011-2013) (décision n° 1041/2009/CE du Parlement et du Conseil<sup>46</sup>):
- 1: actions relatives à l'échange d'informations, à la formation et à la connaissance du marché;
  - 2: actions dans le secteur de la compétitivité et de la distribution;
  - 3: actions dans le secteur de la diffusion;
29. les projets dans le domaine de l'enseignement supérieur (Erasmus Mundus) financés par les dispositions relatives à l'aide à la coopération économique avec les pays en voie de développement d'Asie (règlement n° 443/92 du Conseil<sup>47</sup>);
30. les projets dans les domaines de l'enseignement supérieur (Erasmus Mundus et Erasmus Mundus 2009-2013) et de la jeunesse financés par les dispositions de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) (règlement n° 1085/2006 du Conseil<sup>48</sup>);
31. les projets dans le domaine de l'enseignement supérieur (Erasmus Mundus) financés par des ressources du FED;
32. les projets dans les domaines de l'enseignement primaire et secondaire (eTwinning), de l'enseignement supérieur (action 1 du programme Erasmus Mundus 2009-2013) et de la jeunesse susceptibles d'être financés par l'instrument européen de voisinage et de partenariat, établi par le règlement (CE) n° 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil<sup>49</sup>;
33. les projets dans le domaine de la jeunesse financés par l'instrument financier de la coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé [règlement (CE) n° 1934/2006 du Conseil<sup>50</sup>];
34. les projets de consortiums communs relevant de la coopération dans le domaine de l'éducation financée par l'instrument financier de la coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé (ICI) [règlement (CE) n° 1934/2006 du Conseil<sup>51</sup>];
35. en ce qui concerne l'action Tempus IV, financée par les dispositions de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) [règlement (CE) n° 1085/2006 du

<sup>46</sup> JO L 288 du 4.11.2009, p. 10.

<sup>47</sup> JO L 52 du 27.2.1992, p. 1.

<sup>48</sup> JO L 210 du 31.7.2006, p. 82.

<sup>49</sup> JO L 310 du 9.11.2006, p. 1.

<sup>50</sup> JO L 405 du 3.12.2006, p. 37.

<sup>51</sup> JO L 405 du 3.12.2006, p. 37.

Conseil<sup>52</sup>], les dispositions générales instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat [règlement (CE) n° 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil<sup>53</sup>] et les dispositions de l'instrument de financement de la coopération au développement [règlement (CE) n° 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil<sup>54</sup>]:

- projets communs;
- projets structurels;
- mesures d'accompagnement, y compris le soutien aux bureaux nationaux Tempus;

36. les projets relevant de la «fenêtre de coopération extérieure Erasmus Mundus» et financés par les dispositions de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) [règlement (CE) n° 1085/2006 du Conseil<sup>55</sup>], les dispositions générales instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat [règlement (CE) n° 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil<sup>56</sup>], les dispositions de l'instrument de financement de la coopération au développement [règlement (CE) n° 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil<sup>57</sup>] et des ressources du 9<sup>e</sup> FED;
37. les partenariats Erasmus Mundus visés par l'action 2 du programme d'action Erasmus Mundus 2009-2013 (décision n° 1298/2008/CE du Parlement et du Conseil<sup>58</sup>) et financés par l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) [règlement (CE) n° 1085/2006 du Conseil<sup>59</sup>], l'instrument européen de voisinage et de partenariat [règlement (CE) n° 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil<sup>60</sup>], l'instrument de financement de la coopération au développement [règlement (CE) n° 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil<sup>61</sup>], l'instrument financier de la coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé (ICI) [règlement (CE) n° 1934/2006 du Conseil<sup>62</sup>] et des ressources du Fonds européen de développement en application de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 (décision 2003/159/CE du Conseil<sup>63</sup>), tel que modifié par l'accord signé à Luxembourg le 25 juin 2005 (décision 2005/599/CE du Conseil<sup>64</sup>);

---

<sup>52</sup> JO L 210 du 31.7.2006, p. 82.  
<sup>53</sup> JO L 310 du 9.11.2006, p. 1.  
<sup>54</sup> JO L 378 du 27.12.2006, p. 41.  
<sup>55</sup> JO L 210 du 31.7.2006, p. 82.  
<sup>56</sup> JO L 310 du 9.11.2006, p. 1.  
<sup>57</sup> JO L 378 du 27.12.2006, p. 41.  
<sup>58</sup> JO L 340 du 19.12.2008, p. 83.  
<sup>59</sup> JO L 210 du 31.7.2006, p. 82.  
<sup>60</sup> JO L 310 du 9.11.2006, p. 1.  
<sup>61</sup> JO L 378 du 27.12.2006, p. 41.  
<sup>62</sup> JO L 405 du 3.12.2006, p. 37.  
<sup>63</sup> JO L 65 du 8.3.2003, p. 27.  
<sup>64</sup> JO L 209 du 11.8.2005, p. 26.

38. les projets relevant du «programme de mobilité académique intra-ACP» et financés par les dispositions de l'instrument de financement de la coopération au développement [règlement (CE) n° 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil<sup>65</sup>] et par des ressources du Fonds européen de développement en application de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 (décision 2003/159/CE du Conseil<sup>66</sup>), tel que modifié en dernier lieu par l'accord signé à Ouagadougou le 22 juin 2010.

**13. TACHES QUI SONT DELEGUEES DANS LE CADRE DE LA GESTION DU RELIQUAT**

**I. Tâches liées à la gestion des projets relevant des volets de programme délégués à l'Agence et, notamment, les opérations nécessaires au lancement et à la conclusion des procédures de subventions**

1. la rédaction des projets d'appels à propositions sur la base du programme de travail de la Commission ou d'une décision de financement spécifique de la Commission;
2. la publication des appels à propositions après leur approbation par la Commission dans le respect des règles de comitologie applicables;
3. l'élaboration des documents d'information à l'usage des bénéficiaires potentiels;
4. la préparation de l'évaluation des propositions et, le cas échéant, des pré-propositions, y compris la gestion des experts intervenant dans l'évaluation;
5. la sélection des projets ou, lorsque l'acte de base du programme prévoit qu'il revient à la Commission de sélectionner les projets, la préparation d'une proposition de sélection à prendre par la Commission conformément aux procédures de comitologie;
6. la notification des décisions individuelles d'attribution de subventions aux bénéficiaires;
7. l'examen des demandes de révision des décisions d'attribution d'une subvention;
8. l'élaboration des conventions sur la base des modèles établis par la Commission, adaptés aux besoins spécifiques;

<sup>65</sup> JO L 378 du 27.12.2006, p. 41.

<sup>66</sup> JO L 65 du 8.3.2003, p. 27.



9. la signature des conventions de subventions;
10. les actes budgétaires résultant de la signature et de la mise en œuvre des conventions (engagements budgétaires, paiements, prévisions de créances et recouvrements). Toutefois, les décisions de recouvrement formant titre exécutoire au sens des articles 256 du traité CE et 72, paragraphe 2, du règlement financier général sont préparées par l'Agence et adoptées par le Directeur général de la DG de tutelle concernée sur la base de la délégation reçue de la Commission [décision SEC(2005) 1473 de la Commission, du 15 novembre 2005, portant délégation en vue de l'adoption des décisions valant titre exécutoire];
11. le suivi individuel des conventions et des projets:
  - l'évaluation des rapports intermédiaires des projets;
  - l'évaluation des rapports finals des projets;
  - les visites sur place;
12. l'audit financier des projets gérés par l'Agence (cette tâche peut être soustraite);
13. la publicité ex post;
14. l'application de sanctions au titre de l'article 114, paragraphe 4, du règlement financier général avec l'accord de la DG de tutelle.

L'intervention de l'Agence en ce qui concerne les projets du domaine de l'enseignement supérieur financés par les lignes budgétaires du domaine politique Relations extérieures (titre 19 du Budget) et du domaine politique Élargissement (titre 22 du Budget) respecte les conditions de mise en œuvre des projets et de répartition des tâches établies par l'accord inter-services adopté par les services de la Commission dans le domaine des relations extérieures en juillet 2001.

## **II. Tâches liées à la passation de marchés publics**

1. les mesures de publicité ex-ante et ex-post;
2. l'établissement des documents d'appel à la concurrence, tels que les cahiers des charges, les modèles de contrats préparés sur la base des modèles établis par la Commission et adaptés aux besoins spécifiques;
3. l'évaluation des demandes de participation et des offres;
4. les décisions individuelles d'attribution de marchés ou, lorsque l'acte de base du programme prévoit qu'il revient à la Commission de sélectionner les offres, la préparation d'une proposition de sélection à prendre par la Commission en conformité avec les procédures de comitologie, conformément aux conditions de la présente décision;
5. la signature des contrats;

6. le suivi de la mise en œuvre des contrats;
7. les actes budgétaires résultant de la signature et de la mise en œuvre des contrats (engagements budgétaires, paiements, prévisions de créances, recouvrements à l'exception de l'adoption de décisions de recouvrement formant titre exécutoire au sens des articles 256 du traité CE et 72, paragraphe 2, du règlement financier général);
8. l'application de sanctions au sens de l'article 96 du règlement financier général avec l'accord de la DG de tutelle.

### **III. Autres tâches déléguées à l'Agence**

1. la collecte, le traitement et la diffusion de données et, notamment, le recueil, l'analyse et la transmission à la Commission de toutes les informations nécessaires pour orienter l'exécution des programmes de l'Union et pour favoriser la coordination et les synergies avec d'autres programmes de l'Union européenne, des États membres ou d'organisations internationales. Lorsque les informations ont un caractère statistique, l'Agence utilise les données et les méthodes existant au niveau de l'Union et coopère avec Eurostat en tant qu'autorité communautaire au sens de l'article 2 du règlement (CE) n° 322/1997 du Conseil, du 17 février 1997, relatif à la statistique communautaire<sup>67</sup>, à l'exception des statistiques concernant les programmes MEDIA Plus, MEDIA Formation, MEDIA 2007 et MEDIA Mundus;
2. les actions d'information et de communication à destination des bénéficiaires des volets de programme délégués à l'Agence – y compris la rédaction des documents d'information visant à la participation aux programmes (vadémécums, guides des candidats, formulaires, compendiums de projets) ainsi que l'animation de formations et l'organisation de colloques, de conférences et d'événements (en ligne et hors ligne) – conformément aux modalités de coopération arrêtées par le comité de direction en accord avec les directions générales de tutelle;
3. la valorisation des résultats des projets relevant des parties des programmes délégués à l'Agence par les actions et moyens d'exploitation et de diffusion appropriés, conformément aux modalités de coopération arrêtées par le comité de direction en accord avec les directions générales de tutelle;
4. en ce qui concerne les réseaux et les organismes prévus par les parties des programmes délégués à l'Agence [NARIC, Euroguidance, Europass, EURODESK, points de coordination nationaux pour le cadre européen des certifications (CEC), etc.]: la gestion des subventions accordées aux unités nationales de ces réseaux et organismes, ainsi que la coordination desdits réseaux et organismes, conformément au protocole d'accord adopté par le comité de direction en accord avec les directions générales de tutelle;

---

<sup>67</sup> JO L 52 du 22.2.1997, p. 1.

5. la réalisation d'études par le biais de marchés publics, conformément aux modalités de coopération arrêtées par le comité de direction en accord avec les directions générales de tutelle;
6. l'organisation d'actions de formation et de réunions d'experts;
7. la contribution à des travaux d'évaluation, notamment sous la forme de soutien que l'Agence peut apporter relativement aux données dont elle dispose du fait de son mandat (saisie de données, exploitation statistique);
8. l'élaboration, à l'intention de la Commission, de recommandations relatives à l'exécution des programmes de l'Union et à leur évolution ultérieure;
9. la production de données globales de contrôle et de supervision;
10. la participation aux travaux préparatoires aux décisions de financement;
11. le développement d'outils informatiques spécifiques aux besoins propres de l'Agence en coopération avec les services de la Commission;
12. la fourniture de la structure opérationnelle de soutien pour le service volontaire européen dans le cadre des programmes «Jeunesse» et «Jeunesse en action»;
13. la maintenance de fichiers d'adresses et leur exploitation.

#### **IV. Tâches spécifiques liées à la gestion de l'unité européenne du réseau Eurydice**

En ce qui concerne l'unité européenne du réseau Eurydice, l'Agence est, en outre, chargée des tâches suivantes:

1. la collecte, le traitement, l'actualisation et la diffusion d'informations et de données sur les systèmes et politiques d'éducation en Europe;
2. la coordination, la production et la diffusion d'études sur les systèmes éducatifs en Europe: articles, synthèses, fiches informatives, bibliographies, monographies, glossaires, thésaurus, etc.;
3. le développement et la diffusion d'indicateurs et de statistiques dans le domaine de l'éducation;
4. la conception, le développement et la gestion de bases de données, d'outils informatiques (programmes, logiciels) et de sites informatiques (Internet, intranet et extranet), y compris l'animation de forums de débats;
5. l'animation et la coordination du réseau, y compris l'élaboration de procédures et le soutien aux unités nationales du réseau;
6. la promotion et la valorisation du réseau et de ses travaux, et notamment:
  - la réalisation de campagnes de presse;

- la réalisation d'enquêtes visant à identifier les besoins des groupes cibles du réseau ou à améliorer les produits du réseau;
  - la coordination et le soutien des actions nationales de valorisation du réseau et de ses travaux;
  - l'amélioration de la diffusion des travaux du réseau;
7. les réponses aux demandes d'informations émanant de la Commission, des unités nationales du réseau et de l'extérieur (par courrier, télécopieur, courriel ou téléphone);
  8. l'élaboration des documents nécessaires aux travaux du réseau et de son unité européenne (vadémécums, guides, manuels d'utilisation, questionnaires, formulaires) et la diffusion de ces documents auprès des personnes concernées;
  9. la coopération avec les entités nationales, européennes et internationales compétentes dans les domaines de l'éducation et de la statistique (les services des États membres et des pays tiers, l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Conseil de l'Europe, le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, la Fondation européenne pour la formation, Eurostat, le Center for Research on Lifelong Learning, Eurolib, European Schoolnet, etc.) ainsi que la participation aux travaux de ces entités.